

ENQUÊTE SUR LES TECHNICIEN.NE.S

Cette enquête Viavoice de février 2019 a été réalisée auprès de 1 007 technicien.ne.s et professions intermédiaires.

Quelles sont les priorités des technicien.e.s et professions intermédiaires ?

En premier lieu, c'est l'équilibre vie privée/vie professionnelle à 65 %. Puis vient ensuite le salaire : ils sont 60 % à l'exprimer (toutes tranches d'âge confondues). En troisième position arrive le sens et le contenu de leur travail (45 %). Les 18-29 ans priorisent le salaire pour les deux tiers d'entre eux (66,2 %). Au-delà de ces priorités, il ressort une forte inquiétude d'être socialement déclassé pour 53 % des sondé.e.s : ce sont les trentenaires qui sont les plus inquiets. Et à ce risque fort de déclassement social, s'ajoute le manque de reconnaissance professionnelle.

Quelle reconnaissance au travail ?

Plus d'un sondé.e sur deux estime ne pas être reconnu dans son travail. Cette insatisfaction est multifactorielle : un niveau de rémunération trop faible par rapport au degré d'implication (67 %), à la charge de travail (65 %), aux responsabilités exercées (60 %), à la qualification détenue (56 %), au temps passé au travail (55 %).

Le temps de travail explose

Les professions intermédiaires et techniciennes déclarent travailler plus de 40 h par semaine (62 %) et plus de 45 h pour 24 % d'entre elles. Cela va à l'encontre des aspirations de ces mêmes salarié.e.s qui voudraient privilégier l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle. D'ailleurs, les heures supplémentaires sont banalisées et font partie de l'organisation « normale » du travail. Les femmes préfèrent récupérer leur temps alors que les hommes ont une préférence pour le paiement des heures sup.

Intensification et dégradation du travail

Avec l'accroissement des responsabilités, la charge de travail augmente pour 58 % des sondé.e.s, tout comme les heures supplémentaires. Un des éléments de l'intensification de la charge de travail est dû aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ceci amène la vie professionnelle à déborder sur la vie privée pour un.e sondé.e sur deux. Paradoxalement, dans le même temps, la même proportion indique que les nouvelles technologies permettent plus de facilité dans le travail.

Un lien de subordination de plus en plus étendu

Les TIC contraignent ces professions à toujours plus de disponibilité et à une réactivité permanente, afin de pallier aux déficits organisationnels. 64 % des sondé.e.s souhaitent disposer d'un vrai droit à la déconnexion et que celui-ci soit réellement effectif.

Au risque fort de déclassement social s'ajoute le manque de reconnaissance professionnelle

Ethique professionnelle, droit d'alerte

Dans 68 % des cas, l'éthique professionnelle est très souvent en contradiction avec les choix et pratiques réelles du travail. C'est source de mal être au travail pouvant déboucher sur la perte de repères et à l'épuisement professionnel. 57 % des répondant.e.s souhaiteraient avoir un droit d'alerte pour pouvoir refuser des directives contraires à leur éthique.

Management et défense de ses droits

48 % des sondé.e.s estiment que les pratiques managériales se sont dégradées. Ils considèrent que les évaluations individuelles ne sont pas fondées sur de bons critères (67 %), que ces critères ne sont pas transparents (60 %) et ne reconnaissent pas leur travail (68 %). Un.e sondé.e sur deux (53 %) compte d'abord sur lui-même pour défendre ses droits et son emploi. Les syndicats n'arrivent qu'à la deuxième place (25 %) pour la défense des intérêts des salarié.e.s.